



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 1255

Texte de la question

RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à M. Yves Albarello, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yves Albarello. Monsieur le président, je voudrais, en guise de préambule, rafraîchir la mémoire à M. Bruno Le Roux et à sa majorité : ils ne se sont pas gênés, au début de cette législature, pour supprimer sans vergogne les heures supplémentaires de 9,5 millions de Français, mais le ministre des transports n'a pas cru bon, quant à lui, de supprimer l'écotaxe. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le ministre de l'éducation nationale, depuis bientôt deux semaines, en ma qualité de maire de Claye-Souilly, en Seine-et-Marne, je reçois des centaines de signatures apposées sur une pétition intitulée : « Quatre jours et demi par semaine : non ! » Voici son texte, qui est très court : « Les parents d'élèves et les Clayois de notre ville demandent l'annulation du décret du 24 janvier 2013 et ne veulent pas que la ville de Claye-Souilly l'applique. Nous souhaitons rester à quatre jours par semaine. » Ce message est clair, monsieur le ministre.

Que dois-je répondre à ces parents d'élèves particulièrement inquiets, qui ne veulent pas de votre réforme ?

M. Jean Glavany et M. Michel Vergnier . Que c'est dans l'intérêt des enfants !

M. Yves Albarello. Monsieur le ministre, ce ne sont plus les députés qui vous disent de stopper votre réforme et de discuter : ce sont les Français, ceux qui ne supportent plus votre politique et qui vous le disent par l'intermédiaire de pétitions.

M. Michel Vergnier. Que faites-vous de l'intérêt des enfants ?

M. Yves Albarello. Allez-vous rester encore longtemps sourd et aveugle ?

De plus, aujourd'hui remontent les critiques des maires qui ont appliqué votre réforme – et il ne s'agit pas seulement de maires de droite, mais aussi de maires de votre majorité, puisque dans le Val-de-Marne, par exemple, aucune commune n'a mis en application cette réforme : difficulté de trouver des intervenants, problèmes de transports, infrastructures souvent insuffisantes, et bien sûr limites budgétaires.

Ce sont des centaines de milliers de Français, et demain des millions de parents d'élèves, qui vous supplient de ne pas appliquer votre réforme.

M. Henri Jibrayel. Il y a pire !

M. Yves Albarello. Aujourd'hui, ce sont des pétitions, mais demain, quand les Français comprendront que vous ne voulez pas les entendre, comment vont-ils réagir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député, j'ai bien noté que de nombreuses pétitions sont actuellement lancées, en particulier par le mouvement politique auquel vous appartenez. Je me suis interrogé, comme beaucoup de ceux qui accordent la plus grande importance à la démocratie représentative, sur le substitut dommageable que constitue, pour un élu, ce recours à la pétition. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Guy Geoffroy. Un substitut dommageable ? C'est incroyable ! Incroyable !

M. Vincent Peillon, ministre. Et j'ai bien noté que le président de l'UMP ne cesse de pétitionner. (*Mêmes mouvements.*) Mais la vraie question, au fond, c'est l'attention que nous devons porter aux résultats et à la scolarité des élèves de France. Est-ce que vous trouvez normal que notre pays, dont le niveau scolaire se détériore, avec une aggravation depuis dix ans, ne propose – cas unique au monde ! – que cent quarante-quatre jours de classe aux enfants, avec des journées surchargées, alors que l'on constate, dans le même temps, une absence de formation des professeurs et une absence de recrutement ?

Vous savez d'ailleurs que, dès ma nomination, je suis intervenu pour apporter des corrections, notamment dans votre département, qui avait le taux le plus bas d'encadrement des élèves en France.

M. Michel Herbillon. Votre réforme est un échec !

M. Vincent Peillon, ministre. Nous allons continuer, parce que nous servons l'avenir, (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), parce que nous servons l'intérêt général, et parce que nous n'avons pas de considération pour ceux qui, hier, demandaient une réforme et qui, aujourd'hui, alors que l'État assume ses responsabilités et accueille les enfants le mercredi matin dans un meilleur temps scolaire, ne veulent pas l'organiser localement, comme c'est leur responsabilité.

M. Guy Geoffroy. C'est zéro !

M. Vincent Peillon, ministre . Cette réforme, elle est dans l'intérêt des enfants.

M. Philippe Meunier. Qui paie ?

M. Vincent Peillon, ministre. Nous allons la conduire, comme le recrutement des professeurs, comme la formation des enseignants, comme la titularisation des auxiliaires de vie scolaire, comme l'introduction du numérique ! Parce que la France, davantage que de pétitions, a besoin de gens qui ont un cap et qui respectent l'intérêt général. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRDP.*)

M. Christian Jacob. En tout cas, elle n'a pas besoin de vous, la France !

Données clés

Auteur : [M. Yves Albarello](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1255

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 octobre 2013](#)